

Table ronde : L'espace public, cœur battant de la cité

Webinaire 1 : Refaire la ville sur la ville, une opportunité de réinventer les espaces publics

Synthèse

Par Lionel Prigent, Urbaniste et Economiste, Professeur à l'Université de Bretagne Occidentale
et Directeur du laboratoire Géoarchitecture (Université de Brest)

Nous avons commencé ce webinaire par des éléments de définition et **M. Bernard Reichen** (*architecte-urbaniste, fondateur de l'agence Reichen et Robert (1973), membre de l'Académie d'Architecture, Officier des Arts et des Lettres et Chevalier de l'ordre National de la Légion d'Honneur*) nous y a bien aidés en distinguant, suivant cela l'historien Jacques Le Goff, la ville comme lieu physique de la ville comme cité, perception politique et citoyenne. La ville c'est en effet le terrain de réflexion, d'analyse, de travaux et de réalisation des urbanistes et des architectes. C'est une infrastructure et un terrain sur lequel on produit, on construit, on réalise un existant, des infrastructures. Mais c'est aussi le lieu que les mêmes essaient d'embellir. Bernard Reichen nous rappelait donc ce souci d'embellissement qui ne date pas d'aujourd'hui. Il a trouvé à s'exprimer dès le début du 20^{ème} siècle et Bernard Reichen en donnait illustration au travers de l'exemple de Casablanca et de ce plan d'aménagement et d'embellissement d'**Henri Prost** qui date de 1917.

L'autre élément de définition de notre sujet, c'est bien entendu l'espace public, notre espace qui est réputé appartenir à toutes et tous, cet espace qui fait la ville. Puisque j'ai parlé tout à l'heure des urbanistes et des architectes, encore faut-il parler de celles et ceux pour qui la ville est faite, c'est-à-dire les habitants, tous les acteurs qui produisent et qui animent cet espace urbain. Dans cet espace réputé appartenir à tous, le **Pr Mousbah Rajab** (*architecte-urbaniste et Professeur à l'Université Libanaise*) nous a rappelé que la politique y vient très souvent prendre place au travers par exemple des affiches électorales qui marquent, non pas simplement la présence du politique dans la cité, mais davantage l'engagement, l'appropriation et la revendication des habitants, qui font communauté dans un territoire. Construire par le bas nous indiquait-il, construire avec tous et construire avec la volonté de chacun. Cela renvoie au constat de l'historien, **Patrick Boucheron**, qui rappelait ce mouvement permanent de politisation et de dépolitisation des communs, notamment à propos des espaces publics de la cité.

Mais construire la ville, c'est aussi construire par le haut, au sens propre du terme. De nouveau Mousbah Rajab en faisait le rappel, au travers de ces tours qui viennent grignoter, petit à petit, le tissu existant. Or, soulignait Bernard Reichen, il nous faut apprendre à construire par le respect du contexte et par le respect de la connaissance des conditions climatiques, de la place de l'eau, de la place du vent. On pourrait ajouter ici en citant l'ouvrage de **Joëlle Zask**, philosophe, « *Se tenir quelque part sur la terre* », dans lequel elle nous encourage tout en prudence et en nuance, à reconnaître l'importance pour chacun, d'un lieu de vie et de quelques éléments de référence de contexte dans cette observation.

Bien entendu ce respect des contextes ne va pas sans tension. Par exemple à Beyrouth lorsque les tours mangent l'habitat traditionnel, des lois opportunes favorisent cette destruction de la morphologie et du patrimoine. Mais en même temps, il faut souligner que cet espace public peut prendre bien des formes diverses. À propos de Beyrouth, ce sont les cafés, les hammams, les mosquées, les souks, qui constituent autant de lieux d'échanges historiques et qui ont acquis cette dimension de lieu commun, au 19^e et au 20^e siècles. Mais ces espaces sont aussi des espaces qui peuvent être largement conquis, privatisés et réutilisés pour les besoins privés : le trottoir devient très vite l'extension du magasin, le moindre espace libre de la circulation ordinaire sert à stationner son véhicule. Bref la crise, le manque d'espaces, le manque de régulation font reculer l'espace public. Les nombreux exemples présentés par **Mousbah Rajab** pour le Liban valent bien entendu pour d'autres endroits.

L'espace public c'est donc aussi ce qui devient un espace à approprier, un espace qui risque de subir la tragédie des communs pour reprendre l'article de 1968 d'un économiste, **Garrett Hardin**, « *La tragédie des communs* ». Pourtant, même dans cette tragédie, la revendication, le besoin d'espaces en commun existe. Réintroduire les communs c'est donc extrêmement important, notamment parce que nous avons besoin sans doute davantage aujourd'hui dans un contexte de défis climatiques, d'espaces de nature mais aussi d'espaces organisés pour tenir compte de toutes les évolutions climatiques, technologiques et sociales. En effet, Bernard Reichen le rappelait : dans la période qui a suivi la seconde guerre mondiale, l'espace avait changé plus vite que la société et le mouvement moderne avait largement contribué à ce rapide bouleversement de notre cadre de vie ; mais aujourd'hui, à l'inverse, la société avance bien plus vite que l'espace. Il s'agit donc de pouvoir non seulement s'adapter à ces évolutions de la société mais aussi s'adapter aux évolutions climatiques, aux défis environnementaux et aux défis des transitions qui se présentent à nous.

Or, il faut du temps pour pouvoir aménager ces espaces. Il faut du temps d'études, il faut de l'intelligence collective. Il y a en effet besoin de réfléchir, de poser, de peser pour pouvoir intégrer davantage de bonnes initiatives dans l'aménagement. Mais il faut aussi prendre en compte l'inertie de ce qui existe. Nous faisons aujourd'hui les espaces publics qui seront là pour 50 ans rappelait **Sylvain Grisot** (*urbaniste et fondateur de dixit.net, agence de conseil et de recherche urbaine*). Quant aux moyens, ils relèvent par exemple d'un budget spécifique, dit Bernard Reichen, pour mettre en place des réseaux de nature, de cheminements piétons, de pistes cyclables, bref des réseaux nouveaux qui viendraient compléter les réseaux viaires et les réseaux de transport public. Il faut aussi un nouveau partenariat car le secteur public tout seul ne pourra pas tout. Il faudra bien en tenir par l'initiative et par l'action volontaire ou orientée de l'ensemble des acteurs privés. Sylvain Grisot rappelait à ce propos que pour la ville de Lyon par exemple, seul un tiers de la canopée peut être maîtrisée par les pouvoirs publics. Le reste relève de l'initiative privée et il faudra pour pouvoir participer à la lutte contre les îlots de chaleur, que les acteurs privés puissent prendre leur part. Cela signifie, qu'il faut une vraie politique d'embellissement, qui ne passe pas que par l'embellissement des secteurs publics mais bien par l'ensemble des secteurs. La dimension collective et commune conduit donc à envisager la possibilité d'intervenir sur l'ensemble de la ville comme l'exprimait **Bernard Reichen**, en soulignant la nécessité de ne pas tout investir en une seule fois (toujours la question du temps). L'idée est importante de pouvoir aussi conserver des délaissés et des situations d'opportunité qui pourront être saisies demain.

Pour conclure, ce que nous avons vu à propos des espaces public c'est aussi l'existence des tensions qui existent et qu'il s'agit donc de prendre en compte. Tensions entre la ville extensive, à laquelle peut-être il faut appeler à mettre un terme ou en tout cas un frein rapidement et, de l'autre côté, la nécessité, la possibilité, l'urgence peut-être, de refaire la ville sur la ville ; tensions entre les risques, les périls et la résilience ; tensions entre vitesse et lenteur, entre artificiel et naturel, c'est-à-dire l'obligation aujourd'hui de renaturer, de retrouver des espaces naturels et des espaces de verdure à l'intérieur de nos territoires urbanisés ; tensions bien-sûr entre public et privé, entre humain et non humain. Bref, un ensemble de tensions entre ordre et désordre qui est peut-être le creuset de la ville, bien sûr, mais aussi une part de notre condition humaine. Nous avons parlé de villes, nous avons parlé d'espaces publics mais au fond, avons-nous fait autre chose que de retrouver le constat formulé par **Claude Lévi-Strauss**, *anthropologue* : « l'humanité est constamment aux prises avec deux processus contradictoires, dont l'un vise à instaurer l'unification, tandis que l'autre vise à maintenir ou à rétablir la diversification ». Ce balancement, finalement commun aux sociétés humaines, est bien ce dont nous avons fait écho ici, et je vais donc en terminer avec cette expression de **Marcel Roncayolo**, *urbaniste et géographe français*, qui rappelait que sous le nom de ville s'accumule une somme d'expériences historiques plus que ne se profile la rigueur d'un concept.